Lettre de Jean Monnet à Hendrik Oosterhuis (8 novembre 1956)

Légende: Le 8 novembre 1956, faisant suite à la réunion les 20 et 21 octobre à Paris des ministres des Affaires étrangères des six pays membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), Jean Monnet, président du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (CAEUE), informe Hendrik Oosterhuis, président de la Fédération des syndicats néerlandais et membre du Comité, de l'action positive de celui-ci dans le déblocage des négociations sur la création du Marché commun et l'Euratom.

Source: Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam. NVV - J.G. van Wouwe 1945-1973. Stukken betreffende Europese en internationale organisaties. Stukken betr. het Comité Monnet. 1955-1970, 138.

Copyright: Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis / International Institute of Social History

URL:
http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_jean_monnet_a_hendrik_oosterhuis_8_novembre_1956-fr-651f667c-ddf7-43aa-9918-a65bac3aca5e.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Lettre de Jean Monnet à Hendrik Oosterhuis (8 novembre 1956)

Paris, le 8 Novembre 1956

Cher Monsieur Oosterhuis,

Dans ma lettre du 24 octobre, je vous indiquais que la conférence des ministres des Affaires étrangères s'était terminée dans une impasse. Pour en sortir, d'un consentement général, il avait été entendu que le chancelier fédéral et le président du Conseil français examineraient, lors de leur prochaine rencontre, ces difficultés, afin d'essayer de les surmonter.

Dans cette période très difficile, un certain nombre de membres du Comité et nous-mêmes sommes intervenus activement et avons aidé au retournement de la situation.

Ainsi que vous l'avez lu dans la presse, cette réunion a abouti à un accord complet sur l'orientation politique générale et sur tous les points traités.

Le chancelier fédéral et le président du Conseil français se sont mis d'accord pour poursuivre et hâter la conclusion des traités sur l'Euratom et le Marché commun et pour soumettre à leurs partenaires de Bruxelles un certain nombre de propositions concernant les questions laissées en suspens par la conférence des ministres des Affaires étrangères.

En ce qui concerne le Marché commun, ces propositions posent le principe de l'amélioration et de l'égalisation dans le progrès des conditions de vie et de travail, de la main d'œuvre. Elles prévoient des dispositions de caractère social visant à l'harmonisation de la durée des congés payés - des salaires de la main d'œuvre masculine et féminine, - de la rémunération des heures de travail supplémentaires. Les deux chefs de gouvernement se sont mis d'accord également sur la question des aides et des taxes rendues nécessaires par la situation actuelle de la balance française des paiements et sur la procédure du passage de la première à la deuxième étape du Marché commun.

En ce qui concerne Euratom, Français et Allemands acceptent le principe de la priorité d'achat et du monopole d'approvisionnement proposés par le rapport des experts de Bruxelles avec un certain nombre de sauvegardes répondant aux préoccupations allemandes. Cette solution va dans le même sens que notre résolution de janvier qui demandait aux gouvernements de confier à Euratom la responsabilité d'obtenir à l'extérieur les approvisionnements nécessaires.

Le temps n'a pas permis d'aborder la question de la propriété des matières fissiles qui a été expressément réservée pour une discussion politique ultérieure.

Enfin, les deux chefs de gouvernement ont écrit au président de la Conférence de Bruxelles pour lui demander de procéder aux démarches nécessaires auprès des autres gouvernements participant à la Conférence de Bruxelles pour aboutir rapidement à la désignation des trois "Wise Men" proposés par le Comité. Ils ont confirmé leur accord sur les noms de MM. Armand, Etzel, Valletta ou Giordani.

La réunion du chancelier fédéral et du président du Conseil français nous fait donc sortir de l'impasse. Aussi je ne crois pas que les circonstances nécessitent actuellement de réunir notre Comité. Je vous tiendrai au courant.

Comme vous le savez, au cours des prochains mois, le canal de Suez et les pipe-lines passant par la Syrie ne pourront pas transporter le pétrole nécessaire à l'Europe occidentale. Les événements confirment ainsi malheureusement d'une façon éclatante la position prise par le Comité en septembre sur l'urgence de créer une production importante d'énergie atomique et sur les dangers de laisser la vie de l'Europe dépendre du Moyen-Orient, c'est-à-dire de lier notre sort à tous les aléas politiques que cette région du monde va certainement connaître.

Les événements actuels - la tragédie hongroise, Suez - montrent clairement que la voie dans laquelle le Comité s'est engagé est la bonne. Mais ils montrent aussi qu'il faut aller plus loin que l'Euratom et le Marché commun. Il est encore trop tôt et il ne serait pas sage d'en discuter maintenant, tant que la réalisation de l'Euratom et du Marché commun ne sera pas acquise. Je pense donc que nous devons continuer à nous employer de toutes nos forces à hâter la conclusion des travaux de Bruxelles, à faire que l'Euratom soit conclu et commence à fonctionner dès le début de l'an prochain et que l'essentiel du Marché commun soit aussi réglé rapidement.

Votre cordialement
Jean Monnet,

Monsieur H. OOSTERHUIS
Président de la Fédération
des syndicats néerlandais
Hoofstraat 174
AMSTERDAM
PAYS-BAS